Tribune de Genève

4 décembre 2012

La conformité fiscale, le nouveau credo bancaire

Président de Genève Place Financière, Bernard Droux parle de la stratégie des banques suisses

Face aux attaques de toutes parts dont elle est victime, la place financière suisse réagit en prônant une moralité à toute épreuve. Alors qu'Eveline Widmer-Schlumpf va rencontrer François Hollande, les banquiers sont unanimes: ils tournent le dos à l'argent gris ou noir et ne parlent plus que de «conformité fiscale». Un changement d'attitude récent, puisque l'an dernier seulement 30% des banques étaient prêtes à défendre ce point de vue. Mais il faut dire qu'aujourd'hui, elles n'ont pas le choix si elles veulent préserver l'attractivité encore forte de la place financière suisse. Ainsi, le Credit Suisse informe clairement ses clients qu'il ne veut pas gérer de l'argent non déclaré.

Quant à Rubik, véritable casse-tête pour les Européens, il va entrer en vigueur avec Londres et les banquiers se préparent à faire de même avec l'Autriche. Et pendant ce temps, l'argent continue à couler par milliards vers les banques suisses. Surtout en provenance d'Asie... Pages 2-3

L'éditorial

Rubik plutôt qu'un hara-kiri bancaire

Pierre Ruetschi
Rédacteur en chef

Même après son rejet par le Bundestag en Allemagne, l'accord Rubik pourrait donc sauver ce qui reste du secret bancaire. C'est ce que veulent croire les banquiers suisses. A moins qu'ils ne fassent semblant...

Voyons les faits: si l'Autriche et la Grande-Bretagne, demain peut-être même l'Italie, acceptent la proposition d'imposition libératoire à la source (accord Rubik) pour leurs ressortissants, il y a très peu de chances que les représentants des Länder allemands reviennent sur leur décision. Peu d'espoir également qu'Eveline Widmer-Schlumpf puisse convaincre vendredi prochain François Hollande de se rallier au cube synonyme de «casse-tête». Côté américain, on ne négocie plus, on impose. Dès 2014, les banques suisses n'auront plus d'autre choix que de se soumettre à l'échange automatique d'informations avec Washington. Sur le front de l'OCDE s'est ouverte une autre brèche. En acceptant le fameux article 26 du Modèle de convention de double imposition, la Suisse facilite grandement l'accès aux informations sur les suspects d'évasion fiscale. Et quand entrera en vigueur l'échange automatique d'informations avec les Etats-Unis, les «partenaires» européens exigeront un traitement identique. Comment le leur refuser?

On peut retourner Rubik dans tous les sens, vanter ses mérites, dénoncer l'arrogance des grandes puissances envers une petite Suisse trop puissante à leur goût, prétendre à l'honneur et à l'honnêteté retrouvés des banques, la Suisse n'échappera pas au grand nettoyage de sa place financière. Non sans dégâts. Les patrons des plus grandes institutions le reconnaissent en aparté: quelque 20 000 emplois bancaires et autant d'emplois liés au secteur sont condamnés dans les années à venir.

Alors que faire? Gagner du temps afin de changer de modèle le plus rapidement possible. Pour cet usage, soit la temporisation, Rubik constitue un bon

Suite de l'édito de la page 1

outil. Tant que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Luxembourg et autres Singapour continueront d'offrir leurs paradis fiscaux à des citoyens surtaxés à l'image des Français, il faut résister. Avec Rubik, la Suisse fait mieux que cela. L'accord offre une alternative viable mais qui montre une double tare: d'abord, il est basé sur l'autodéclaration et donc la confiance que les banques se sont aliénées. Ensuite, les gouvernements ont trouvé d'autres moyens pour rapatrier l'argent de leurs ressortissants. En brandissant un gros bâton, ils ont obtenu le retour de milliards d'euros. Sans effort. Ne cédons donc pas à l'angélisme qui tente une partie de la gauche. L'Allemagne ou la France se gargarisent de grands principes moraux tout en achetant des données volées. C'est une bataille pour l'argent qui se joue aujourd'hui. Et personne ne tient le beau rôle.

Dans ce contexte, il n'y a aucune raison d'abandonner toutes nos prérogatives d'un coup pour se faire un hara-kiri financier. Rubik n'est pas la solution. Mais il constitue une excellente diversion, pour donner le temps aux banques suisses de changer de modèle d'affaires et de se reconstituer solidement sur des bases saines. En limitant les dégâts. **Pierre Ruetschi**

Malgré les attaques, les ban ques suisses résistent

Si l'Allemagne ne veut pas de l'accord Rubik, l'Angleterre encaissera ses premiers chèques de la Sui sse en janvier. Malgré les pressions internationales, l'argent frais afflue dans les coffres helvétiques

L'essentiel

- **Rubik** L'accord refusé par l'Allemagne est source de tensions en Europe. Soutenu par l'Autriche et le Luxembourg, il permet à la Grande-Bretagne de toucher des millions.
- **Police** Les banques se battent contre ce que tentent d'imposer certains pays: leur faire jouer le rôle du fisc, explique le président de Genève Place Financière.
- **Argent** Malgré les attaques, les millions continuent d'arriver dans les coffres-forts helvétiques, notamment d'Asie.

Roland Rossier

La place financière suisse est attaquée de toutes parts. Le Bundesrat - chambre haute du Parlement allemand, similaire au Conseil des Etats- vient de rejeter Rubik, cet accord fiscal permettant de régulariser l'argent dissimulé au fisc. Les Etats-Unis ne relâchent pas la pression près d'une année après le sabordage de la banque privée saint-galloise Wegelin. Des CD volés contenant des milliers de données se baladent aux quatre coins de l'Europe. Des descentes de police et des perquisitions ont défrayé la chronique en Allemagne et en France.

La tension va remonter d'un cran ce vendredi, avec un entretien qui devrait être glacial entre la présidente de la Confédération Eveline Widmer-Schlumpf et le président français François Hollande.

Au-delà des péripéties de Rubik, et pendant que les projecteurs de l'actualité s'éteignent - momentanément - sur Berlin et s'allument sur Paris, les banquiers élaborent leurs nouveaux modèles d'affaires. Et leur stratégie est, mis à part quelques irréductibles, unanime: tournant le dos à l'argent noir ou gris, les banques n'ont qu'un mot à la bouche: la «conformité fiscale», pour reprendre l'expression de Bernard Droux, président de Genève Place Financière et associé gérant de Lombard Odier *(lire ci-contre)*.

Mais le tournant est récent. L'année dernière, un sondage du consultant KPMG révélait que 30% seulement des banques voulaient développer une stratégie de conformité fiscale dans l'année à venir, et huit banques suisses sur dix dans les cinq ans. La disparition brutale de Wegelin a, à coup sûr, donné un coup d'accélérateur au mouvement.

Les banques n'ont guère le choix si elles entendent préserver le poids de la place financière suisse et de son segment de fonds transfrontaliers, c'est-à-dire l'argent des riches étrangers géré en Suisse.

Au-delà des péripéties de Rubik, les banquiers élaborent leurs nouveaux modèles d'affaires. Leur stratégie est, mis à part quelques irréductibles, unanime: tournant le dos à l'argent noir ou gris, les banques n'ont qu'un mot à la bouche: la «conformité fiscale». STEEVE IUNCKER GOMEZ

Selon le Boston Consulting Group, en 2011, la Suisse reste en tête dans le classement mondial des places financières *(voir infographies)* mais elle a perdu du terrain depuis 2003 par rapport à deux sérieuses concurrentes, la place britannique et les citadelles financières d'Asie.

En raison de la morosité conjoncturelle et de l'avalanche de nouvelles règles, une consolidation importante est à attendre dans la place financière suisse. Des succursales d'établissements étrangers ont déjà disparu; des banques comme Cramer & Cie à Genève cherchent sans succès à s'allier à une concurrente. Quant au petit gâteau de fortune qui dépend d'une clientèle dont les fonds sont cachés au fisc, il n'a tout simplement aucun avenir.

«Jusqu'au licenciement»

Les grandes banques donnent le ton. «Nous informons clairement nos clients que nous ne voulons pas gérer de l'argent non déclaré, indique le Credit Suisse. En tant que banque, nous nous employons à faire en sorte que tous nos clients puissent être en parfaite conformité fiscale en leur fournissant la documentation appropriée et en leur offrant uniquement des produits et des services entièrement conformes aux règles de leur Etat de domicile.» La démarche est similaire chez UBS: «Aujourd'hui, avant de pouvoir établir une relation avec UBS, tout nouveau client doit confirmer au conseiller à la clientèle qu'il satisfait à ses obligations fiscales. Nos règles nous interdisent l'ouverture d'un compte et l'apport d'argent frais sans une telle confirmation, confirmation qui doit être conservée dans les dossiers électroniques du client. Un collaborateur UBS qui transgresse les directives est passible de sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement.»

Mais les banquiers n'entendent pas devenir des inspecteurs du fisc. «Comme dans tous les pays du monde, aucune déclaration systématique n'est requise des clients», précise Lombard Odier, alors qu'au Credit Suisse, on souligne au Stabilo Boss qu'il faut «cependant être conscient qu'aucune banque au monde n'est en mesure, au final, d'examiner si un client s'est réellement acquitté de ses obligations fiscales».

Mais le pli est pris. Et, malgré les coups de boutoir des Etats-Unis et la forte pression de certains pays européens, l'argent continue à couler vers les banques suisses. Par milliards. Surtout en provenance d'Asie. Au troisième trimestre, le Credit Suisse a par exemple enregistré un afflux net de nouveaux capitaux de 5,3 milliards de francs, en particulier des marchés émergents. Selon UBS, de juillet à septembre, les flux nets venaient clairement d'Asie (+8,3%, pour s'établir à 3,8 milliards de francs); si la banque continue de soigner ses clients européens, avec 1630 gérants, une armada de 961 conseillers s'agite déjà autour des clients asiatiques.

La stratégie des deux grandes banques reste planétaire dans la gestion de fortune *(private banking)* et d'actifs *(asset management)*. Et les équipes se renforcent à Singapour ou Hong Kong, têtes de pont abritant les fortunes qui se créent en Thaïlande, aux Philippines, en Indonésie.

Mais un franc sur deux gérés en Suisse provient toujours des riches européens *(voir infographie)*. Le marché européen, où les banques suisses jouent des coudes avec les établissements luxembourgeois, reste intéressant. Et, faute de mieux, Rubik demeure important pour les banques. «Hormis le fait nouveau avec l'Allemagne, réagit Olivier Gaudéron, associé chez KPMG, je crois que les banques se préparent tout de même aux accords Rubik signés avec le Royaume-Uni et l'Autriche», et peut-être demain avec l'Italie et la Grèce

Casse-tête pour les Européens

Rubik n'a jamais aussi bien porté son nom. Véritable casse-tête, il offre de multiples combinaisons et donne la migraine aux négociateurs européens. Il y a autant de Rubik que de pactes passés avec les autres pays. Le Rubik allemand est gelé, l'italien et le grec sont en négociation, le belge, le hollandais, l'espagnol et le français pourraient émerger, mais on ne sait pas quand...

Le Rubik anglais, lui, entre en vigueur le 1er janvier 2013, et 500 millions de francs d'avances récoltées auprès des banques vont prendre le chemin des caisses de cet Etat, frappé par la crise. Pragmatiques, les Britanniques n'ont pas pipé mot face à ce système. Comme les Autrichiens. Vienne aurait aussi pu s'opposer à Rubik, pour au moins deux raisons: mettre des bâtons dans les roues d'une place financière concurrente et éviter de se fâcher avec les autres Etats européens, l'Autriche faisant partie - contrairement au Royaume-Uni - du premier cercle en ayant adopté l'euro.

Mais les Autrichiens sont tout aussi pragmatiques que les Anglais: avec le Luxembourg et au nom de la préservation de leur secret bancaire, ils ont rejeté l'échange automatique d'informations, adoptant l'impôt à la source, impôt prélevé à raison de 35% depuis le 1er juillet 2011.

En mai dernier, au nom de la défense de leur secret bancaire, les ministres des Finances luxembourgeois Luc Frieden et autrichien Maria Fekter se sont opposés une nouvelle fois à l'échange automatique d'informations. La ministre autrichienne a même souligné qu'il a été possible dans l'accord fiscal Rubik avec la Suisse de parvenir à une «taxation efficace sans renoncer au secret bancaire».

Des propos qui irritent aujourd'hui au plus haut point le Lituanien Algirdas Semeta, commissaire aux Affaires fiscales. Dans une récente interview à l'hebdomadaire allemand *WirtschaftsWoche*, il s'est emporté contre les gouvernements autrichien et luxembourgeois dans la lutte contre l'évasion fiscale. «Le Luxembourg et l'Autriche bloquent malheureusement depuis des années nos efforts pour plus de contrôles et de transparence fiscales en Europe», a-t-il dénoncé. Bonjour l'ambiance. Les tensions entre la Suisse et d'autres pays européens vont perdurer: l'accord entre Berne et Londres indique que l'autorité compétente suisse transférera l'avance dans un délai d'un mois à compter de l'entrée en vigueur de l'accord, soit à la fin du mois de janvier. Une manne qui fera des envieux.

«Nous ne sommes pas des inspecteurs du fisc»

Président de Genève Place Financière, Bernard Droux estime que la Suisse doit se calquer sur les normes de l'OCDE

FABRICE COFFRINI/AFP

Bernard Droux: «Nous demandons simplement à être traités comme les autres, pour se battre à armes égales avec l'ensemble des places financières.»

Pour ce banquier genevois d'origine fribourgeoise, qui est également associé de Lombard Odier, les banques suisses ne sont pas en perte de vitesse.

Croyez-vous au repêchage de Rubik en Allemagne à la mi-décembre?

Oui. Nous espérons que dans le cadre de la commission de conciliation convoquée depuis la semaine dernière, le Bundestag, qui représente la population et qui a accepté Rubik, pourra faire revenir le Bundesrat, qui représente les Länder, sur sa décision de refus.

Combien Rubik, qui entre en vigueur le 1er janvier 2013 en Grande-Bretagne et en Autriche, va-t-il coûter à la place financière?

Il est difficile de faire des estimations. La mise en place du dispositif, qui pourra servir en cas d'accords avec d'autres pays, coûtera sans doute plusieurs centaines de millions de francs.

Concrètement, quels sont les coûts liés à ce système?

Il y a deux types de coûts. D'abord, le coût de mise en place lié au traitement opérationnel des données. Les banques devront examiner en détail les comptes, positions, investissements, et déterminer quelle part des revenus (dividendes, intérêts, gains sur capital, etc.) devra être prise en compte selon le régime fiscal du pays concerné. Ensuite, il y a le coût lié à la baisse mécanique du total des avoirs des clients entrant dans le champ d'application des accords.

Les banques suisses, et genevoises en particulier, doivent-elles suivre une stratégie «de l'argent propre»?

Nous préférons parler de «stratégie de conformité fiscale». Nous soutenons cette stratégie qui représente l'avenir de la place financière, suisse comme genevoise.

Le Conseil fédéral doit définir plus précisément cette stratégie. Quel en est le point saillant?

Nous attendons que cette stratégie soit conforme aux normes internationales, définies en particulier par l'OCDE. Ni plus ni moins. Nous demandons simplement à être traités comme les autres, pour se battre à armes égales avec l'ensemble des places financières, amies mais non moins concurrentes. Nous n'aimerions pas ici être les premiers de la classe.

Vous évoquez l'OCDE. Pensez-vous que la Suisse, qui en est membre, ne met pas suffisamment de pression pour que les Etats respectent aussi ces standards?

Il suffit de regarder une carte géographique pour constater que la Suisse est un petit pays. Nos possibilités d'action sont limitées. Ce qui est important à prendre en compte, et qui explique en bonne partie le fait que nous soyons attaqués et jalousés de toutes parts, c'est que la Suisse se porte bien.

C'est l'atout à jouer?

La Suisse maîtrise ses budgets, elle est politiquement, monétairement et juridiquement stable. Cette situation solide permet de bénéficier de taux bas. Dans ce cas, il est essentiel d'être le bon élève.

Vous semblez plutôt confiant en l'avenir alors que d'autres banquiers broient du noir. Pourquoi?

La situation est sérieuse; le ciel n'est pas bleu; il y a beaucoup d'inconnues. Mais j'ai la conviction que la place financière a les capacités de réussir à passer le cap dans ce nouvel environnement.

Les banques suisses ne sont-elles pas en perte de vitesse?

Non, elles continuent à enregistrer des afflux nets de fonds. Chez Lombard Odier, ils se comptent en plusieurs milliards de francs cette année. La Suisse est notamment le seul pays du monde capable de gérer, de manière fiscalement efficiente et conforme, une clientèle internationale. Grâce à nos spécialistes, nous devons maintenir notre avance sur le conseil et la gestion d'actifs *(n.d.r: asset management)*.

Pensez-vous que les banquiers doivent demander à leurs clients des assurances garantissant qu'ils sont en règle avec le fisc?

Ne confondons pas les rôles. Nous ne sommes pas des inspecteurs des impôts. Par contre, nous leur demandons qu'ils soient en conformité fiscale dans leur pays. Nous ne pensons pas que l'autodéclaration systématique constitue une bonne approche car elle jette un soupçon sur la clientèle. Nous sommes contre ce principe. L'autodéclaration n'est d'ailleurs pas un standard international. **R.R.**

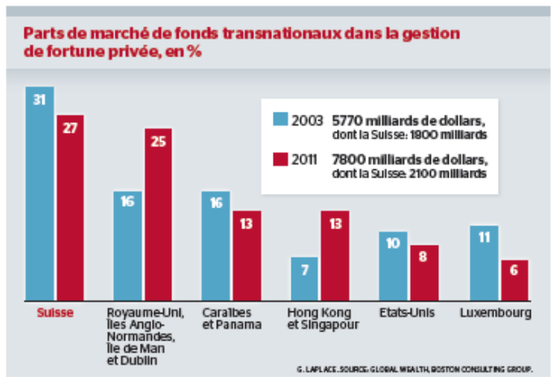
Rubik, OCDE, FATCA

Rubik est un système imaginé par les banquiers qui permet de solder le passé (cas de fraude ou d'évasion fiscale des clients étrangers), de préserver l'avenir (impôt libératoire) tout en maintenant une forme de secret bancaire. Il a été signé avec le Royaume-Uni et l'Autriche, mais vient d'être rejeté par l'Allemagne.

L'OCDE, dont la Suisse est membre, publie régulièrement des normes en matière de fiscalité.

FATCA (Foreign Tax Account Compliance Act) est une loi américaine visant à obliger les banques à transmettre aux Etats-Unis des informations sur les comptes bancaires des Américains, où qu'ils résident dans le monde. **R.R.**

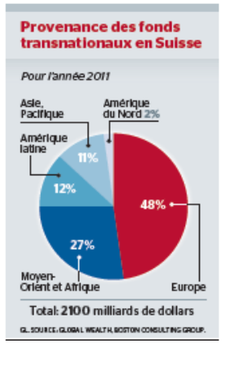
Parts de marché de fonds transnationaux dans la gestion de fortune privée, en %



G. LAPLACE. SOURCE: GLOBAL WEALTH, BOSTON CONSULTING GROUP.

Provenance des fonds transnationaux en Suisse

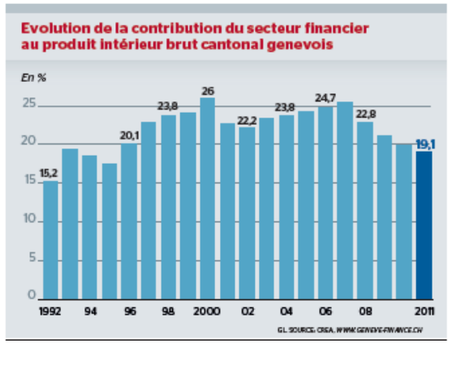
Pour l'année 2011



Total: 2100 milliards de dollars

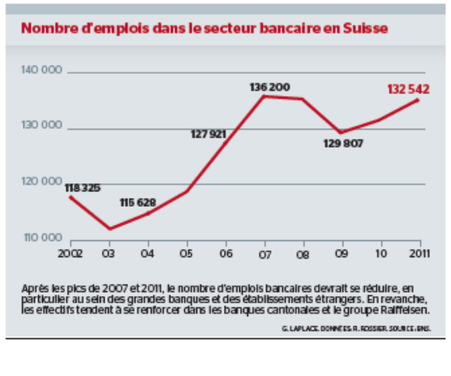
GL. SOURCE: GLOBAL WEALTH, BOSTON CONSULTING GROUP.

Evolution de la contribution du secteur financier au produit intérieur brut cantonal genevois



GL. SOURCE: CISA, WWW.GENEVE-FINANCE.CH

Nombre d'emplois dans le secteur bancaire en Suisse



Après les pics de 2007 et 2011, le nombre d'emplois bancaires devrait se réduire, en particulier au sein des grandes banques et des établissements étrangers. En revanche, les effectifs tendent à se renforcer dans les banques cantonales et le groupe Raiffeisen.

G. LAPLACE. DONNÉES R. ROSSIER. SOURCE: BNS.